

Budget primitif 2021

Séance du 14 décembre 2020

**Discours d'Olivier CAPITANIO, Présidente du groupe Les
Républicains Val-de-Marne Autrement**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Chers Collègues,

S'agissant du dernier budget de la mandature, nous avons lu avec attention le document budgétaire que vous nous présentez aujourd'hui.

Avec d'autant plus d'attention que comme nous le disions lors de la présentation du rapport d'orientation budgétaire, présenté il y a seulement 3 semaines, nous étions restés sur notre faim face au manque de précisions du ROB.

En l'occurrence, le projet de budget pour 2021 est en parfaite droite ligne avec le rapport d'orientation budgétaire.

Nous n'y trouvons pas plus de perspectives tracées si ce n'est poursuivre les actions déjà engagées et mettre en œuvre des programmes annoncés de longue date.

Vous nous demandez ce que nous ferions si nous étions à votre place. A vrai dire vous nous demandez notre projet. Soyez patients, mes chers collègues, le calendrier est devant nous, le projet arrivera en temps et heure. Mais cette précipitation à connaître nos propositions ressemble à une tentative pour ne pas évoquer le bilan et le respect de vos propres engagements.

Ce projet de budget, le dernier de la mandature, est le dernier qui aurait pu vous permettre de tenir les engagements pris devant les Val-de-Marnais en 2015.

Car avec ce budget, c'est bien l'heure du bilan qui sonne aujourd'hui. Le moment qui permet de confronter les engagements pris et les projets effectivement réalisés.

Force est de constater que pour de nombreux projets, c'est l'Arlésienne ! Certes depuis 6 ans, à chaque rapport d'orientation budgétaire, à chaque budget primitif, à chaque compte administratif, dans chaque magazine départemental, vous avez parlé de tous ces projets. Mais pour nombre d'entre eux, ils en sont restés aux effets d'annonce. **Il y a un décalage criant entre les promesses et les actes.**

Étendard de votre projet départemental de 2015 : le plan 500 places en crèches.

Dans votre programme de 2015, vous promettiez je cite « l'ouverture de 500 places en crèches supplémentaires d'ici 2021 avec la création de nouvelles crèches départementales ».

La promesse est très loin d'être tenue puisqu'une crèche départementale a bien été ouverte à l'automne 2019 au Plessis-Trévisé : 60 berceaux supplémentaires et 100 places sont annoncées pour le 1^{er} semestre 2021 (extension de 10 place à Alfortville, Extension de 10 places à Orly, extension de 20 place à Chevilly-Larue, création d'une nouvelle crèche de 60 places à Champigny.

C'est loin, très loin de vos promesses de campagne puisque seules 160 places auront été créées en un mandat ! C'est-à-dire moins d'un tiers de ce qui était annoncé. Et ce n'est pas le budget 2021 qui va y changer quoi que ce soit.

S'agissant des collèges, vous promettiez « la rénovation de 27 collèges d'ici 2021 et la construction de 3 nouveaux collèges à Choisy, Ivry et Champigny.

Promesse non tenue !

Pour s'en convaincre, il suffit de lire vos propres rapports d'activité. Dès le rapport d'activité 2017, les ambitions étaient déjà revues à la baisse. De 30 collèges construits ou rénovés promis pendant la campagne, vous n'annonciez plus que « 20 collèges construits ou rénovés d'ici 2021 ».

C'était déjà moins 30% par rapport à vos engagements de campagne !

Mais ce n'était pas terminé puisque dans votre bilan de mandat, publié à l'été 2020, vous faites finalement état de 13 collèges construits ou réhabilités ». **C'est-à-dire moins de la moitié de ce qui avait été promis aux Val-de-Marnais**

D'où l'empressement sans doute à déposer une première pierre à Champigny, pour un nouveau collège, à quelques mois des élections. Mais personne n'est dupe de ce type d'opération.

Dans votre programme départemental de 2015, vous promettiez également de refuser l'austérité.

Et là encore, les actes ont été éloignés des discours.

Je rappelle que les Val-de-Marnais ont subi **deux hausses d'impôts** pendant le mandat.

- + 5.8% en 2016
- + 3% en 2018

Et comme ce n'était pas suffisant pour boucler vos budgets successifs, vous avez donc dû trouver d'autres marges de manœuvre.

Les communes et le monde associatif ont fait les frais des ajustements nécessaires.

Vous avez voté la **suppression de la Dotation Départementale Globale d'Investissement** qui était versée aux communes. C'est-à-dire une dotation de 3,6 M€ qui soutenait l'investissement public dans les 47 villes du département.

De même durant votre mandat, votre majorité a réduit drastiquement l'aide aux associations

Vous avez ainsi **supprimé la Dotation Départementale de 858 000€**, qui était destinée au fonctionnement des associations locales.

Mais plus largement, le montant des subventions a très nettement été réduit puisque du BP 2015 au BP 2021, **les subventions de fonctionnement aux associations ont été ramenées de 33.5 M€ à 25.8 M€.**

Promesses non tenues, impôts augmentés, soutien aux communes et aux associations diminué... tout cela pour que la situation financière de notre département décline encore et encore.

Certes l'Etat porte une responsabilité certaine dans la situation financière de notre département. Nous ne le nions pas.

11,5 Milliards d'euros d'économies imposées aux régions, départements et communes sous le quinquennat Hollande. **Et là l'Histoire retiendra que l'étranglement financier des collectivités locales est venu d'un Gouvernement de gauche que vous avez contribué à installer.**

De nouveau 13 milliards d'économies demandées par E. Macron. Les collectivités doivent porter plus de 26 % de l'effort de réduction du déficit public alors qu'elles ne représentent que 9% de la dette publique.

Mais passé ce point de convergence, il faut dire que nous payons durement l'aveuglement de la majorité départementale qui n'a pas su mettre en œuvre au moment opportun des choix de gestion appropriés.

Notre groupe vous a alerté bien avant 2015 sur la nécessité de maîtriser les dépenses de fonctionnement, de moins recourir à l'emprunt et de privilégier l'investissement. Mais face à nos demandes, vous n'avez cessé de nous répéter que le mot économie ne faisait pas partie de votre vocabulaire.

Et donc vous avez dépensé année après année l'argent que vous n'aviez pas ! **Notre département a vécu et vit encore aujourd'hui à crédit, sur le dos des générations futures.**

Résultat : notre endettement s'envole et ce mandat en est la pire illustration. **8e département de plus d'un million d'habitants le plus endetté en 2015, nous sommes aujourd'hui le 5e département le plus endetté.** Et ce n'est pas fini puisque vous prévoyez cette année un recours à l'emprunt record de 192 M€ (+ 39 M€ par rapport à 2020).

La dette départementale c'est pour mémoire :

- Une dette qui a plus que doublée depuis 2008
- Une dette qui est 40% supérieure à celle des départements de même strate.
- Rien que sur ce mandat c'est une hausse de plus de 50 %

Effet boule de neige, cette dette impacte chaque année davantage notre budget. **Avec les intérêts, c'est 86 M€ que nous devons consacrer l'an prochain au remboursement de la dette.**

Encore une fois, c'est l'équivalent de plus de 3 collègues que nous remboursons aux banques chaque année !

Vous présentez le budget 2021 comme un budget très difficile, un budget de crise, en raison de l'impact de la crise sanitaire et de ses conséquences sur les finances du département.

C'est bien sûr une réalité pour toutes les collectivités. MAIS la situation financière et budgétaire dégradée du département n'est pas le fruit de la COVID. Nos difficultés sont bien plus anciennes. Elles sont le fruit de vos erreurs de gestion.

Erreurs qui hypothèquent aujourd'hui l'avenir de notre Département, particulièrement dans un contexte qui s'annonce extrêmement sombre pour les Val-de-Marnais qui vont malheureusement subir les effets de la crise économique et sociale qui se profile.

Alors naturellement face à cette situation et aux difficultés qui s'annoncent, votre majorité a ressorti l'argument du Val-de-Marne comme « bouclier social ».

C'était déjà le cas en 2015, dans d'autres circonstances. Avec **toujours la même doxa selon laquelle la droite aurait, elle, la volonté de détruire toutes les politiques sociales, quand bien même il s'agit de politiques obligatoires.**

Mais quand on compare les politiques sociales des départements de petite couronne Parisienne, où, cela ne vous aura pas échappé, il y a un département ancré à droite de longue date, les Hauts-de-Seine, **on constate que l'effort**

consacré pour les personnes âgées, pour l'hébergement des personnes handicapées, pour les familles, pour les dépenses en matière de l'enfance n'ont rien à envier à des Départements qui se disent ou se réclament progressistes.

A quelques mois de nouvelles échéances politiques, tout nous laisse à penser que les mêmes éléments de langage seront sans relâche utilisés par la gauche départementale. **C'est votre seule arme puisque vous n'avez ni perspective, ni ambition pour les mois et années à venir si ce n'est de poursuivre toujours la même politique et les mêmes errements qui nous ont conduits là où nous en sommes.**

Le département est arrivé au bout du bout des moyens budgétaires possibles pour maintenir à flot le budget : plus de possibilité de jouer sur le taux de taxe foncière que nous avons perdu, des DMTO qui sont à un niveau historiquement haut et dont le taux est déjà au maximum... alors nous devons faire face, comme partout ailleurs, à une situation sociale tendue qui impactera très probablement nos finances.

La réalité c'est que le Département n'a plus les moyens de ses ambitions. Sa situation financière ne lui permet pas d'agir au quotidien pour protéger nos concitoyens.

Toutes les pistes d'économie que nous avons proposées, en particulier, **l'application réelle des 35 heures qui représente une marge de manœuvre financière de plus de 20 M€**, ont été écartées.

En conséquence, vous comprendrez que fidèles à nos engagements et à nos différentes prises de parole au cours de ces dernières années, nous ne pouvons voter que contre ce budget primitif 2021.

Je vous remercie.

J
e

v
o
u